

## NUCLEAIRE

# Gudmont : «L'avis de la population sera respecté»

### Alors que la majorité des habitants de Gudmont-Villiers ont fait valoir leur opposition, le groupe Derichebourg et les élus sont venus expliquer hier la nature du projet, le choix d'implantation et les contraintes d'une installation classée (l'usine trierait des déchets radioactifs).

**A retenir également**

- . Il s'agirait de la première installation de tri, traitement et conditionnement des déchets radioactifs pour l'entreprise. Selon Thierry Pérez, un concurrent est implanté, par exemple, à Epohémont (Aube).
- . Le site emploierait 40 personnes : des ingénieurs, des opérateurs, et il y générerait «dix emplois indirects». «Les locaux seront privilégiés», assure Boris Derichebourg. L'entreprise annonce également une présence humaine 24 heures sur 24.
- . Thierry Pérez balaise la perspective d'une installation ultérieure de fours sur le site : «Nous ne sommes pas des fondeurs», précise-t-il.
- . Gudmont n'est pas la seule piste envisagée. S'il y avait refus, «nous en avons d'autres en alternative», explique le directeur.
- . Le site est à proximité d'un captage d'eau. Un hydrologue de l'Agence régionale de santé sera sollicité «pour des études complémentaires».
- . Les déchets viendront exclusivement de France, et ne présentent aucune comparaison avec ceux de Cigéo.
- . Les premières discussions remontent à septembre 2015 entre Derichebourg, EDF et la Ville de Joinville. Or la communauté de communes a la compétence économique. Et puisque le site de Joinville ne s'y prêtait pas, Jean-Marc Fèvre a souhaité que l'installation se fasse en un autre lieu du territoire, où il y avait cette friche industrielle, «après contact avec Haute-Marne Expansion».

### Bertrand Ollivier : «Un manque de transparence»

Le conseiller départemental-maire de Joinville voit plutôt d'un bon œil le projet. Mais...

«La Ville de Joinville avait émis un avis favorable à ce projet, rappelle Bertrand Ollivier. Le nucléaire, c'est 50 milliards d'euros pour le démantèlement, une filière qui fait vivre nos fondrières. Si la Haute-Marne ferme la porte à ce projet, il ira ailleurs. Est-ce qu'avec un taux de chômage de 26% à Joinville, on peut se le permettre ? Favorable, donc, si la sécurité est la priorité des priorités», l'élu n'en reste pas moins critique quant à la façon dont la communauté de communes - dont on sait les relations «tendues» avec la municipalité - a géré ce dossier. «Je comprends que pour une question de faisabilité, la zone de La Joinchère à Joinville n'ait pas été choisie, admet Bertrand Ollivier. Mais il y avait peut-être d'autres choix que Gudmont. On se doit d'être exemplaire dans le montage d'un dossier de ce type. Il aurait fallu associer tous les élus du territoire, et ne pas imposer le site de Gudmont. Le manque de transparence est à mon sens le gros problème, il explique que lors de la réunion publique, la salle était assez hostile au projet. Et puis je note qu'à cette réunion, un conseiller régional et l'attaché parlementaire du député étaient invités, mais pas les conseillers départementaux...»

### Frédéric Fabre (FN) : une «nucléarisation» du territoire

Conseiller régional (FN) demeurant à Doulaincourt, non loin de Gudmont-Villiers, Frédéric Fabre a souhaité réaffirmer sa position exprimée lors de la réunion de vendredi.

«Je comprends très bien le très difficile combat des élus à trouver des solutions de développement économique qui les amènent parfois à composer et à saisir les rares opportunités qui leur sont proposées», écrit-il. Je souligne au passage leur volonté de transparence et de dialogue qui permet des échanges apaisés. Cependant ce projet, issu du cadre de l'accompagnement économique de Cigeo au profit des collectivités territoriales et proposé par EDF, est à reconsidérer. En effet, nous avons l'impression d'assister progressivement à une nucléarisation du nord Haute-Marne : Bure, les projets de Saint-Dizier, de Joinville et maintenant Gudmont-Villiers. J'engage les élus à exiger d'autres propositions d'implantations industrielles ou commerciales plus conventionnelles et à ne pas

accepter l'aumône un peu condescendante de l'Etat qui tend à laisser penser que nous sommes forcés de tout accepter sous prétexte d'emplois hypothétiques. Outre les inquiétudes de sécurité (...), ce centre de traitement est incompatible avec l'image verte que veut se donner le département. Il est incompatible aussi avec l'image de l'agriculture et l'effort entrepris par nombre d'agriculteurs tournés vers des méthodes de culture durable et bio. Ces orientations agricoles que nous soutenons dans le cadre d'une politique de production d'excellence à haute valeur ajoutée seront mises à mal et perdront en crédibilité. Je réaffirme enfin que le «juges de paix» dans cette affaire doit bien évidemment être la population des villages concernés et que leur volonté devra être respectée.»

**J**e ne veux pas mettre le feu au territoire. Si notre étude d'impact montre des conséquences pour le tourisme, pour l'environnement, s'il y a un rejet par la population, le projet pourra s'arrêter demain.» Hier après-midi, Jean-Marc Fèvre, président de la communauté de communes de Joinville en Champagne, est venu réaffirmer à la presse - comme vendredi soir aux habitants de Gudmont-Villiers - que la perspective d'une installation industrielle par le groupe Derichebourg n'était qu'au stade du projet que rien n'était décidé et que «l'avis de la population sera respecté».

Des représentants de la société avaient fait le déplacement à Joinville, siège de la communauté de communes, pour apporter des précisions. En premier lieu Boris Derichebourg, petit-fils du fondateur de ce groupe d'origine «familiale» - «mon grand-père a commencé avec un camion-épave qu'il a réparé» - pesant aujourd'hui 2,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et employant 35 000 salariés. L'activité envisagée en Haute-Marne ? «Le tri et le compactage mécaniques des déchets radioactifs de faible activité et très faible activité», précise Thierry Pérez, directeur technique au sein de



Elus et représentants de Derichebourg ont présenté le projet.

Derichebourg Milieux sensibles. Ces déchets ferreux et non ferreux viendraient des sites nucléaires «en démantèlement» du CEA, d'Arava et EDF ainsi que du domaine médical.

### Etudes d'impact

Pourquoi Gudmont ? Pour l'entreprise, le site est «intéressant» à plusieurs titres. Avant sur son sol une friche (une ancienne scierie), il est proche des centres de stockage de l'Aube où les colis seront acheminés. Proche d'une route nationale - «trois camions entrent et sortent par jour», assure l'entreprise. Et d'une ligne ferroviaire. En revanche, indique Thierry Pérez, l'option fluviale ne serait pas envisagée : vu le gabarit du canal, «seule une

peniche transportant cinq conteneurs passerait».

Quels effets pour l'environnement ? Par «le soleil, le sol, l'activité nucléaire existante, une personne reçoit 4 500 microsieverts par an, selon l'IRSN». Si quelqu'un reste tous les jours pendant trois heures le long de la clôture, l'impact de Bison (Ndrl : le nom du projet) sera de 28 microsieverts. C'est, explique le directeur, ce que montrent les premières analyses d'impact. Mais il y aura d'autres études dans le cadre d'un projet qui, pour l'heure, n'a obtenu qu'un «certificat de projet pour installation» de la préfecture - c'était en août. Parallèlement, Jean-Marc Fèvre a donc annoncé sa volonté de

lancer la propre étude d'impact du projet qui, s'il était maintenu, se concrétiserait dans un délai de 24 mois après la demande formulée auprès de l'Etat. Pour l'heure, la population est hostile. Dominique Pouget, maire de Gudmont-Villiers, annonce que dans cette commune de 350 habitants, «118 personnes ont signé une pétition». Et les opposants qui ont manifesté hier devant les locaux de la communauté de communes entendent bien apporter aux citoyens de la région une autre information (lire ci-dessous).

L. F.

\* Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

## Les opposants s'organisent et accusent

Avant une réunion organisée hier soir, à Gudmont-Villiers, jetant les bases d'une association, vraisemblablement baptisée «Gudmont dit non», plusieurs opposants ont tenu à montrer leur présence, hier en début d'après-midi, devant les locaux de la communauté de communes. Parmi eux, Michel Marie, animateur du Cedra, Michel Guéritte, de l'association «La QV», ou encore Emmanuel Aved de Magnac, organisateur d'une réunion «citoyenne» jeudi. Dans la matinée, le collectif dont font partie le Cedra 52 et «La QV» avait publié un communiqué, dénonçant «une usine

tour de passe-passe», puisque «ne diminuant en rien la contamination des déchets», «pour un coût exorbitant de 10 millions d'euros...» et alors que le centre de Morvilliers «va être prochainement saturé». A-t-on dit aux habitants «que les soi-disant filtres ne retenaient pas les gaz radioactifs», accusent les militants ? Scandalisés que des élus locaux «balouent toute notion de démocratie» en ne faisant pas preuve de «transparence, concertation, participation» - elles en veulent pour preuve que les comptereendus communautaires n'étaient pas en ligne -, les associations se



félicitent toutefois d'une «mobilisation citoyenne remarquable», rappelant celle qui avait conduit à l'échec de projets de centres de stockage à Doulaincourt ou à Juzennecourt. «Gudmont-Villiers-en-Champagne, c'est un cas d'école, l'affaire qui fait déborder

le vase de l'exaspération», estiment les opposants, pour qui il convient d'«agir pour le retour de l'équilibre dans la colonisation de ce territoire, pour un développement favorable et le retour de la vie ici.»

L. F.

## SANTÉ

# En octobre, on hisse

Depuis 2004, le mois d'octobre est dédié à la prévention du cancer

du sein. Neuf femmes sur dix guérissent si elles sont traitées à temps. D'où la nécessité de participer au dépistage gratuit

L'opération «Octobre rose» est médiatisée : la tour Eiffel s'est habillée de rose et les célébrités relaient la nécessité de participer au dépistage du cancer du sein. Ceux qui œuvrent pour lutter contre le cancer et celui-ci en particulier ne peuvent que se réjouir de cet engouement populaire pour un événement qui prend une tournure plus festive. «C'est très bien, cela permet d'en parler, cela brise le tabou», constate la présidente du Comité, Nadine Decorse. De nombreuses actions sont programmées en Haute-Marne. «Nous faisons des marches, aux quatre coins du département. Ça attire du monde et l'ambiance est bonne. Chacun va à son rythme. Ce n'est pas une course et la par-

ticipation est gratuite», indique la coordinatrice du Comité haut-marnais de la Ligue contre le cancer, Christine Breuille. Une pièce de théâtre ainsi qu'un concert sont également au menu. Mais l'objectif est aussi de répondre aux préoccupations concrètes. D'où les nombreux stands installés à ces fins dans les établissements de santé et les centres commerciaux.

### Un dépistage gratuit

Le Dr Marie-Christine Scandola souligne : «Une femme sur huit est directement concernée dans sa vie par le cancer du sein. Si les traitements débutent tôt, neuf sur dix guérissent complètement». Pour mettre toutes les chances de son côté de vaincre le cancer, il est préconisé de participer

à un dépistage. Et justement, toutes les femmes âgées de 50 à 74 ans sont conviées à une mammographie, tous les deux ans, sans avance de frais. «L'âge est un facteur de risque», ajoute le Dr Scandola de l'Association pour le dépistage des cancers en Haute-Marne (Adeca). Près de 30 000 femmes sont âgées de 50 à 74 ans dans le département. Chaque année, la moitié d'entre elles reçoivent une invitation à participer au dépistage. Il leur suffit de se rendre dans l'un des six centres agréés du département. L'avantage est que le radiologue livre une lecture directe des résultats. Le cas échéant, il peut décider de faire une échographie. «Si l'examen est normal, les images - quatre au total - sont envoyées au centre de gestion pour une deuxième lecture. Elles sont ensuite adressées aux femmes concernées», détaille le Dr Scandola. Le taux



L'équipe a présenté le programme d'«Octobre rose» 2016.

de participation en 2015 était de 56,8 %. Toute l'équipe mobilisée pour «Octobre rose» espère augmenter ce pourcentage. L'enjeu se résume en trois mots : sauver des vies.

S. C.

## Au programme en Haute-Marne

- Le 8 octobre** : marche rose à Saint-Dizier, départ à 9 h 30, stade municipal Charles-Jacquin. Marche rose à Saints-Geosmes, départ à 14 h de la salle polyvalente.
- Le 14** : stands d'information dans les centres hospitaliers de Chaumont, Langres et Saint-Dizier, les cliniques de Chaumont et Langres et au centre commercial Leclerc de Saints-Geosmes.
- Le 15** : marche rose à Bourbonne-les-Bains, départ à 14 h, du Clocheton. Marche rose à Chaumont, départ à 14 h, de la Fontaine Sainte-Libert, forêt du Corgebin.
- Le 19** : théâtre «Les Délieuses de langue», à 15 h 30 au Clocheton de Bourbonne-les-Bains (entrée libre). Renseignements au 03.25.03.52.14.
- Le 20** : stand d'information à la clinique de Saint-Dizier.
- Le 21** : stands d'information dans les centres commerciaux Leclerc de Chaumont et Saint-Dizier.
- Le 22** : stand d'information au centre commercial Leclerc de Chaumont.
- Le 23** : concert de chanson française «Caprice des voix», à 16 h, en l'église d'Illoud. Entrée libre, au profit de la Ligue.
- Le 25** : l'unité de radiothérapie République de Chaumont ouvre ses portes, de 18 h à 20 h. Le Dr Fratticci et le personnel accueillent les personnes qui souhaitent visiter le nouveau plateau technique.
- Le 26** : conférence à la salle du Palace de Saint-Dizier.
- Le 28** : stand d'information au centre commercial Cora de Saint-Dizier.